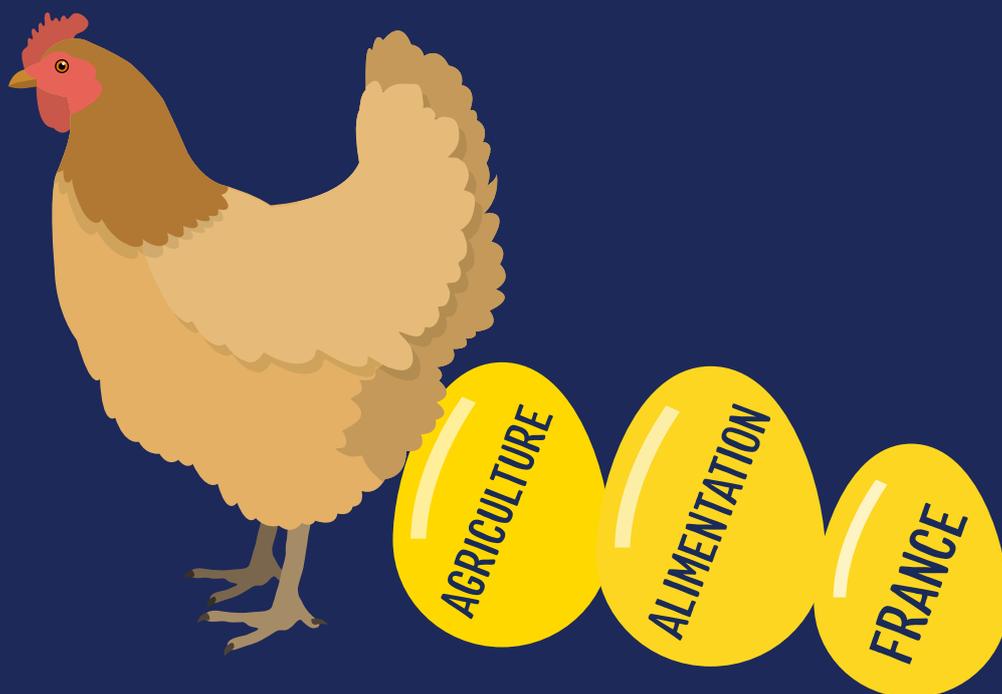




AGRICULTURE ET ALIMENTATION :

CULTIVONS L'EXCEPTION FRANÇAISE !



AGRICULTURE ET ALIMENTATION : **CULTIVONS L'EXCEPTION FRANÇAISE !**

L'agriculture et l'alimentation françaises sont mondialement reconnues. Notre alimentation est particulièrement **variée**. Elle est **disponible** sur quasiment tous les produits, même si la guerre en Ukraine a remis la souveraineté alimentaire au centre des préoccupations. Elle est **diversifiée** car notre climat et notre géographie offrent de très bonnes conditions pour cultiver, récolter, élever des produits de toutes sortes. Elle est **parmi les plus contrôlées et réglementées** au monde avec des conditions de transformation et de conservation qui sont sans cesse améliorées et des cahiers des charges exigeants qui garantissent une sécurité quasi sans faille. Les conditions de production (pratiques agronomiques, élevage...) choisies par les agriculteurs peuvent améliorer significativement et simultanément la qualité nutritionnelle et environnementale des aliments.

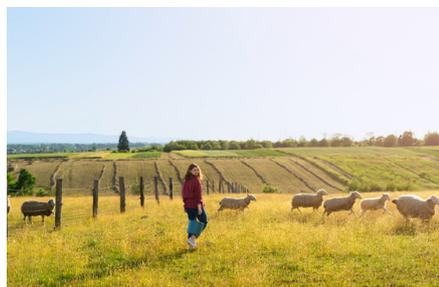


L'accessibilité de cette alimentation au plus grand nombre est un sujet dont toute la filière s'est emparée. Tant au niveau de la production agricole que de la transformation, de la distribution ou de la restauration, de nombreux dispositifs existent pour rendre l'alimentation davantage **accessible** aux plus démunis. De même, le problème du gaspillage alimentaire est traité à tous les échelons, par un grand nombre de startups et d'associations. Notre pays est un des plus actifs au monde sur ce volet, même si, là aussi, il reste des progrès à faire.

Notre agriculture est en profonde transformation. Accompagnée par l'Etat et par les collectivités, elle s'appuie sur des valeurs intangibles pour opérer cette transition, ainsi que sur un **savoir-faire paysan** quasiment inégalé, qui font l'envie de nombreuses autres régions du monde. Nos agriculteurs connaissent bien la terre et les produits. Ils privilégient une **agriculture de territoire** s'appuyant sur des **exploitations à taille humaine**. Même s'ils produisent en priorité pour nous nourrir, mais aussi pour exporter, ils ne privilégient pas l'agriculture industrielle intensive, comme on peut le voir dans d'autres parties du monde.

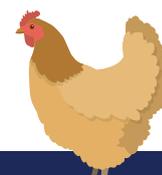
Ils sont aussi les artisans de nos paysages et leur activité nourricière se renforce petit à petit par d'autres activités telles que la production d'énergie, la valorisation des coproduits de leurs récoltes ou le maintien d'un territoire rural vivant, grâce aux circuits courts, à des offres touristiques ou à des animations rurales. Ces **activités complémentaires** doivent être valorisées.

Bon nombre d'entre eux se sont engagés résolument vers des techniques de production qui **protègent l'environnement** et, par conséquent, leur outil de travail : conservation des sols, réduction des intrants, agroforesterie, optimisation de l'utilisation de l'eau... Même s'il reste des progrès à accomplir, ils sont sur tous les fronts et intègrent activement toutes ces nouvelles techniques qui permettent de lutter contre le dérèglement climatique.



Leur mission devient de plus en plus complexe et requiert des **compétences** de plus en plus pointues. Le métier d'agriculteur, en une génération, a profondément changé et exige des connaissances en agronomie, en science du vivant, en ressources humaines, en informatique, en robotique sans compter les compétences spécifiques liées à l'élevage. La prise en compte du **bien-être animal** est une

donnée nécessaire qui rend l'équation difficile à résoudre : mais celle-ci est réelle, profonde et engagée. Le véritable défi est de motiver et de former un bataillon des nouveaux « agri-ingé » dont nous avons besoin pour continuer à produire demain.



Une partie de la solution repose dans un **meilleur partage de la valeur**. Les lois Egalim ont souligné l'urgence de prendre en compte ce problème et ont permis d'en faire prendre conscience au plus grand nombre. Les contrats multipartites, garantissant un volume et un prix à l'agriculteur, se multiplient et montrent la voie. Au-delà de ce partage, la création de valeur ne sera assurée que par un recrutement ouvert à la diversité, une formation de qualité et la mise en place d'outils facilitant la collaboration entre pairs.

Plus de 16 000 entreprises s'attachent chaque jour à proposer aux citoyens français des produits alimentaires disponibles, appétissants et répondant à leur demande de gagner du temps dans la préparation des repas. Cette industrie a relevé le **gant du numérique**, en proposant des outils qui favorisent la traçabilité, en mettant en place des plateformes de scoring destinées à aider les citoyens dans leurs choix alimentaires. Elle mène activement la **bataille du plastique** et nous laisse penser que notre continent sera un exemple dans ce domaine. Il reste à davantage adresser les défis nutritionnels de demain, comme ceux de l'équilibre nutritionnel ou de l'ultra transformation.

Dans sa modernisation, toute la filière est accompagnée par un développement considérable en matière d'**innovation**, fruit à la fois d'instituts de recherche mondialement reconnus, comme l'INRAE ou ARVALIS, et d'un réseau prolifique et inventif de startups ; mené par la Ferme du digitale ou par CoFarming.



Une des questions clés pour notre futur est de déterminer au service de **quel objectif** ces valeurs doivent être mises. Il est rappelé au 1° de l'article L1 du code rural et de la pêche maritime : « *assurer à la population l'accès à une alimentation sûre, saine, diversifiée, de bonne qualité et en quantité suffisante, produite dans des conditions économiquement et socialement acceptables par tous, favorisant l'emploi, la protection de l'environnement et des paysages et contribuant à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique.* »

Une chose est sûre, nous ne pourrions indéfiniment acheter à des pays moins exigeants sur les plans environnemental et sociétal, la nourriture que nous interdisons à nos agriculteurs de produire. La taxe carbone aux frontières de l'Europe est un bon début, mais il faut la rendre opérationnelle rapidement et contrôler son application : **le poulet brésilien ne doit pas être la variable d'ajustement de notre balance commerciale**.

Depuis quelques années, la filière s'est rendu compte de l'efficacité du collaboratif. Peu à peu les barrières tombent et des travaux sont effectués entre tous les échelons d'une même filière (comme le remarquable travail du CNIEL sur France laitière 2030) ou encore mieux, entre différentes filières décidées à conjuguer leurs efforts. Cette nouvelle façon de voir les choses est un vrai ferment de réussite et de performance.

Le grand défi pour demain est de faire prendre conscience à l'ensemble de la société de la chance qu'elle a d'avoir une agriculture et une filière alimentaires exceptionnelles, par un meilleur dialogue et davantage d'**éducation et de pédagogie**. Pour réussir la transition climatique, certes, les agriculteurs sont en première ligne **puisque une part importante des émissions dépendent de leurs activités**. Mais c'est au citoyen de montrer, par son engagement, l'alimentation qu'il désire pour demain. Se reconnecter aux métiers de la terre, apprendre à cuisiner les produits qui en sont issus, encourager les vocations font partie des missions pour l'agriculture de demain !

